



Rencontre avec le Ministre : des annonces... pour les calendes grecques ! TOUS EN GRÈVE LE 5 NOVEMBRE !

Les mobilisations massives des lycéens et des étudiants, rejointes par des syndicats de salariés dont la FNEC FP-FO et FO ESR, ont contraint les ministres de l'Éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche et même le Premier ministre et le président de la République, à recevoir des délégations.

Après une tentative pour placer sous l'éteignoir les revendications avec la « concertation flash » sur Parcoursup, très rapidement désertée, le ministre Philippe Baptiste a reçu les représentants des syndicats de l'enseignement supérieur et de la recherche le 27 octobre.

La brièveté de l'entrevue (45 minutes) reflète la pauvreté des annonces.

Aucune annonce budgétaire digne de ce nom

15 000 places en plus sont annoncées pour la rentrée 2027, dans leur grande majorité en BTS, alors qu'il en faudrait au bas mot 150 000 pour accueillir les bacheliers dans la filière de leur choix de l'enseignement supérieur public.

Les postes prévus pour les postes hors BTS ne sont pas chiffrés précisément et seraient de l'ordre de quelques dizaines.

Pour le bâti, les 9/10^e des nouveaux financements sont promis pour... 2028 !

Parcoursup maintenu

Quelques menus ajustements seraient effectués avant la rentrée 2027, tels que le dévoilement des algorithmes locaux et la « motivation des refus ».

Un peu de lustrage pour la « transparence » mais le moteur de la machine demeure intact.

L'année des vrais changements serait là aussi 2028... autant dire, compte tenu des échéances électorales, les calendes grecques.

Le gouvernement manœuvre en recul pour refuser de répondre aux revendications

Si des concessions, même insuffisantes, ont été faites en termes de postes pour l'enseignement du second degré, force est de constater qu'on en est très loin dans l'enseignement supérieur. Le « milliard » annoncé pour éteindre l'incendie n'est aucunement budgété.

Les lycéens et les étudiants appellent à la poursuite de la mobilisation, en particulier le 5 novembre, pour rejoindre la grève interprofessionnelle appelée par toutes les confédérations.

C'est précisément ce que craint le gouvernement... et c'est pour cela qu'il cherche à manœuvrer. Font partie de ces manœuvres les propositions faites aux syndicats de participer à des « groupes de travail » ou réunions diverses, dont les feuilles de route sont déjà écrites. FO ESR est prêt à négocier mais sur les revendications et ne sera pas le porte-plume du gouvernement.

**Dès maintenant, organisons la grève massive le 5 novembre et après :
mettons les Facs à l'arrêt**

pour exiger des mesures concrètes maintenant, tout de suite, en particulier :

- > l'abrogation de Parcoursup et Mon Master,
- > l'abrogation du plan « Bienvenue en France » et le retrait de toutes les augmentations des droits d'inscription,
- > des moyens matériels et humains pour accueillir tous les étudiants qui le souhaitent dans la filière de leur choix et garantir à tous l'accès effectif au repas à 1 euro,
- > l'augmentation immédiate du point d'indice de 10 % et son indexation sur l'inflation,
- > des mesures contre la vie chère, à commencer par le blocage du prix des carburants à 1,50 €.